

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2013)
Heft: 5

Artikel: Référendum en Autriche : l'armée de conscrits est maintenue
Autor: Rottenberger, Nikolaus
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-514829>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bundesheer-Volksbefragung am 20. Jänner:

Gut geschützt durch Profis



Extrait d'une affiche de campagne: « bien protégés par des professionnels. » Le 20 janvier 2013, le peuple autrichien a défendu le *status quo* et la conscription, à 60 % des suffrages.

Toutes les illustrations © Bundesheer.

International

Référendum en Autriche : L'armée de conscrits est maintenue

Col Nikolaus Rottenberger

Chef du Bureau des Attachés de Défense (Roving)

Le 20 janvier 2013, les Autrichiens ont pour la toute première fois voté sur un référendum national consacré au domaine militaire, afin de décider ou non de passer à une armée formée entièrement de volontaires, professionnels (Berufsheer), ou au contraire de maintenir la conscription (Wehrpflicht) pour tous les jeunes hommes de 18 à 35 ans, avec une option de service alternatif (Zivildienst). Lorsque tous les votes ont été comptés, dans le cadre de ce référendum non contraignant, près de 60 % des votants ont choisi de maintenir le service militaire obligatoire – la proposition du parti populaire autrichien (ÖVP) conservateur. Il s'est agi d'une réponse très forte, compte tenu du soutien pour l'armée professionnelle, proposée par les socio-démocrates (SPÖ) dans les jours précédant l'élection.

Encore plus intéressants, cependant, étaient les sondages postérieurs au scrutin, révélant les motivations de ce vote. Ici, près des trois quarts (74 %) ont annoncé avoir voté pour la conscription afin de maintenir le service civil. A la fin, seul 1,31 million de personnes (40,3 %) des 3,26 million de bulletins de votes totaux ont soutenu la proposition du SPÖ, qui aurait également établi une « année sociale » - soit un service national de 12 mois, rémunéré.

Selon les organisateurs du scrutin, la participation a été la plus élevée dans les régions rurales et la plus basse à Vienne, la capitale. Plus de 54 % des Viennois ont voté en faveur d'une force armée professionnelle. Mais avec des conscrits fréquemment engagés pour la prévention de catastrophes naturelles – ou le déblaiement et la remise en état après celles-ci – les votants ruraux ont senti qu'une armée professionnelle ne serait pas engagée pour remplir des sacs de sable, prévenir les inondations ou encore déblayer les sous-sols après des glissements de terrain.

Le service alternatif a été décisif

L'ÖVP a également averti que le changement de système heurterait le domaine social autrichien, qui dépend

des objecteurs de conscience servant de conducteurs d'ambulances, d'accompagnants pour les personnes âgées, voire d'autres travaux à la communauté mal rémunérés.

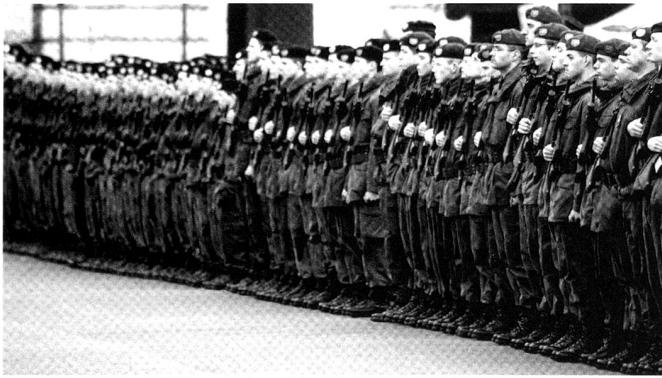
Le Zivildienst a été établi en 1975, en tant que service civil de remplacement. Il s'agit d'un engagement de neuf mois, pour lesquels les jeunes hommes gagnent €300 par mois. Selon SORA, un institut privé de recherche sociale et de consultation basé à Vienne, 74 % des votants ont soutenu la conscription, citant le besoin de maintenir le service civil en place.

Depuis son introduction, le Zivildienst est devenu la colonne vertébrale du système social et de santé autrichien. Sur près de 15'000 hommes qui en ont fait la demande l'an dernier, sept sur dix demandeurs servent actuellement dans les services d'urgence.

Autre argument : la gestion des catastrophes nationales

A l'heure actuelle, la Bundesheer, avec sa capacité actuelle à mobiliser environ 55'000 personnels militaires – y inclus 12'000 recrues/conscrits – a pour tâche principale la défense militaire de l'Autriche. Cependant l'armée autrichienne doit également, au cœur de ses tâches, prêter assistance dans les cas de catastrophes naturelles et de désastres de magnitude exceptionnelle. Depuis la chute du Rideau de Fer, les opérations de sauvetage et d'assistance en Autriche sont devenues les activités les plus visibles de la Bundesheer.

Lorsqu'en 2002, des inondations massives se sont abattues sur l'Autriche et ont dévasté de larges espaces le long du Danube, plus de 11'000 soldats – dont les deux tiers de recrues alors effectuant leur formation de base – ont appuyé les opérations de sauvetage durant trois semaines. Avec le risque de catastrophes naturelles, particulièrement en région montagneuse, de nombreux Autrichiens ont apparemment vu l'abolition de la conscription comme une menace directe envers



Défilé de la Bundesheer, le 26 octobre 2008.

La Bundesheer aligne encore un seul bataillon de 33 chars *Léopard* 2A4. Ceux-ci ont été acquis d'occasion aux Pays-Bas.



Grenadiers débarquant d'un véhicule de combat d'infanterie (VCI) *Ulan*.



L'Autriche a revalorisé ses M1090 selon le modèle helvétique (KAWEST).



leur sécurité personnelle. Malgré cela durant les années récentes, seuls 3-4 % des recrues, c'est-à-dire 1 recrue sur 27, a effectivement été engagée dans la réponse à des catastrophes naturelles.

Vers le référendum

Le référendum sur la conscription a une origine singulière. Il n'était pas inclus dans l'accord gouvernemental passé entre SPÖ et ÖVP en 2008. La question du service militaire n'était pas sur la table. Cependant, la campagne électorale régionale à Vienne en 2010 a changé cela. Le puissant maire de Vienne, Michael Häupl (SPÖ) a demandé un changement vers une armée de volontaire professionnels –contrairement à la ligne de son parti– afin de gagner des votes auprès des jeunes électeurs; il espérait que la conscription serait si largement impopulaire que le Chancelier et le Ministre de la Défense seraient contraints de changer leur position.

Le partenaire de la coalition, ÖVP – pourtant parfois dans l'opposition, à l'instar de l'ancien Ministre de la Défense Fasslabend (ÖVP), était en faveur d'une armée professionnelle durant les années 1990, au contraire des propositions du SPÖ. L'ÖVP soutenait alors le *status quo*, tout comme le FPÖ d'extrême-droite. Les Verts soutenaient les Socio-démocrates. Le Ministre de la Défense Norbert Darabos (SPÖ) seul ne pouvait prendre seul une décision si fondamentale. De plus, il avait face à lui deux opposants ouverts, en la personne du Président fédéral et du Chef d'Etat-major de l'armée. Au final, les partenaires de la coalition s'accordèrent sur la conduite d'un référendum. Même si le résultat de ce référendum n'était pas contraignant, ils ont promis de respecter le résultat.

Modèles opposés: conscription contre forces armées professionnelles

Hannes Androsch, ancien Ministre SPÖ des Finances, qui a mené le comité socio-démocrate « Unser Heer » (Comité pour notre Armée) dans le but d'abolir la conscription en faveur d'une force armée entièrement professionnelle, a dit que « *sans une armée professionnelle, il n'y a pas de politique de sécurité européenne.* » En fait, 21 des 27 pays de l'Union européenne ont des forces armées professionnelles. Vingt ans après la fin de l'URSS, supprimant le besoin de grandes armées, de nombreux pays en Europe ont abandonné la conscription, à l'instar de la France en 1996 et de l'Allemagne en 2011.

« *Lorsqu'il s'agit de la Politique européenne de Sécurité et de Défense, l'Autriche agit comme une île des privilégiés,* » dit Anton Pelinka, un professeur respecté de Sciences politiques et d'études du nationalisme à l'Université d'Europe centrale de Budapest. « *Nous faisons partie de l'UE et, ainsi, faisons partie de la Politique commune de Sécurité et de Défense,* » tout en suggérant que « *la contribution ne sera pas quantitativement, mais qualitativement importante* » - en d'autres termes, il s'agirait d'hommes et de femmes hautement qualifiés, dans des rôles où l'Autriche dispose d'une expertise particulière. En Autriche, cependant, certains avaient peur que le changement vers une armée professionnelle pousserait

le pays à rejoindre l'OTAN, mettant ainsi en danger la neutralité tant prisée par la nation.

Le Ministre de la Défense Darabos a déclaré que la conscription était dépassée dans une ère de « *contre-terrorisme, de cybercriminalité (...et) d'Etats-faillis.* » Les forces armées autrichiennes comptent désormais environ 35'000 soldats –14'000 professionnels et le reste de conscrits servant pour une période de six mois– ainsi que 30'000 miliciens à temps partiel. La réforme proposée faisait état de 8'500 militaires de carrière, dont 7'000 sous contrat pour une moyenne de trois ans (Zeitsoldaten), 9'300 « miliciens professionnalisés » axés sur la lutte contre le terrorisme et les cyber-attaques. Les besoins en recrutement de personnel, chaque année, seraient ainsi de 400 militaires de carrière, 1'300 Zeitsoldaten et 850 miliciens.

Les supporters de la conscription disaient qu'il serait difficile d'attirer suffisamment de volontaires pour maintenir la taille de l'armée à 55'000 soldats. Le Ministre de l'Intérieur, Johanna Mikl-Leitner (ÖVP) dit que le système actuel « *va à l'Autriche comme un gant et est la meilleure garantie face à tous les défis du futur.* » Ils ont également argumenté que la création d'une armée professionnelle coûterait cher, au moment où l'Eurozone était en train de diminuer les dépenses publiques. Le Chef d'Etat-major, le Général Edmund Entacher, a averti qu'une armée professionnelle mènerait « *de manière irréversible à une baisse de la qualité, du nombre et des capacités.* »

Après le référendum : nouvelles réformes

Le référendum a été accepté par les partenaires de la coalition, comme promis. Le Ministre de la Défense Norbert Darabos a été remplacé par Gerald Klug (SPÖ) en mars 2013 et un groupe de travail biparti a préparé un concept pour réformer le système de la conscription. Le document de 92 pages sur la réforme du service national a été présenté le 27 juin. Ce rapport liste 180 mesures pour améliorer le système actuel.

En plus, il propose un système de formation modulaire, conçu en plusieurs étapes. La fondation qui doit être accomplie par chaque recrue comporte deux modules de base: les « compétences générales » et « l'entraînement militaire de base. » Après cela suivent quatre modules de spécialisation, au choix. Ces modules sont: « protection et assistance » (tâches domestiques des forces armées), « cyber sécurité, » « stage militaire » (utilisant les compétences civiles et les qualifications pour les recrues afin d'effectuer des tâches logistiques au sein des forces armées) et « spécialisation militaire » (les tâches militaires). Chaque année, 30 millions d'Euro du budget sont consacrés à la réforme; 14 millions additionnels ont été mis à disposition par le Trésor, pour la phase initiale.

Un autre thème central de la réforme est la réduction du nombre de recrues actuellement employées pour maintenir l'infrastructure générale des forces armées et qui n'accomplissent aucune tâche de combat ou d'appui au combat. Actuellement, ceci représente jusqu'à 60% des recrues. Il s'agit là de la principale critique du système actuel. Selon le rapport, à l'avenir, un maximum



Bérets bleus autrichiens de l'UNTSO sur les hauteurs du Golan.



Dans les Balkans, la Bundesheer a acquis des compétences dans le domaine du contrôle des foules (CRC).



Un véhicule d'exploration Pandur au Kosovo (KFOR).



L'Autriche dispose d'un contingent en Afghanistan (ISAF).



de 40 % des recrues doit être dévolues à la maintenance et à l'infrastructure.

Un point essentiel cependant : l'amélioration du système de la milice n'a pas encore été discuté dans la réforme prévue. On comprend ainsi les critiques de ses représentants.

N. R.

Ci-dessus : Les forces spéciales autrichiennes sont également engagées au profit de la sécurité intérieure.

A gauche : Une des spécialités des forces spéciales de la Bundesheer est l'appréhension de criminels de guerre.

Ci-dessous : Les forces spéciales autrichiennes sont regroupées au sein du Jagdkommando.

